



2021

LES ABUS DANS LE FOOTBALL

**LES
ENSEIGNEMENTS
TIRÉS, LES APPELS
À L'ACTION**

&

**L'ENGAGEMENT
DE LA FIFPRO :**

Ces cinq dernières années, la FIFPRO est intervenue à plusieurs reprises pour protéger et faire respecter les droits des joueurs à participer à des compétitions dans un environnement exempt d'inconduite, de harcèlement et d'abus sexuels. De l'Afghanistan à Haïti en passant par l'Argentine, nous avons soutenu des joueurs courageux qui ont élevé leur voix. En apportant un soutien juridique, logistique et technique aux victimes, aux survivants et aux lanceurs d'alerte, nous avons observé des constantes dans nombre de ces affaires.

Rien que ces dernières semaines, nous avons été témoins de rapports d'abus de la part de joueurs aux États-Unis, au Venezuela, en Australie, en Sierra Leone et en Espagne, entre autres. Ces derniers déclencheront probablement d'autres préoccupations et débats dans le monde entier. Toujours est-il qu'il ne fait aucun doute que le football est confronté à un problème généralisé. Ce document résume notre analyse des conditions qui permettent à l'inconduite, au harcèlement et aux abus sexuels de perdurer. Il fait part de certains de nos enseignements et réaffirme notre engagement à être aux côtés des joueurs pour lutter pour leur sécurité et leur bien-être.

Il s'articule autour de trois sections. Tout d'abord, nous exposons notre compréhension des circonstances qui permettent aux abus de se produire dans notre **analyse de la situation**. Ensuite, nous extrayons certaines des défaillances systémiques communes qui doivent être traitées par le biais d'**actions recommandées** pour l'industrie du football. Enfin, nous présentons **notre engagement** à soutenir les joueurs et à lutter pour le changement, sur la base de l'expérience, de l'expertise et des attributions de la FIFPRO.

"Pendant longtemps, tout le monde s'est convaincu que ces expériences étaient normales. J'avais supposé que cet environnement machiste basé sur l'exploitation, le contrôle et la dégradation était le prix qu'une femme athlète devait payer pour être une joueuse professionnelle."

Deyna Castellanos, Venezuela
National Team Player

"Il y a ce terme, ça s'appelle la trahison institutionnelle, et je l'ai appris grâce à ça."

Sinead Farrelly,
former NWSL player

"Plus de silence. C'est le message unifié des joueurs courageux, des survivants et des dénonciateurs que nous avons eu l'honneur de soutenir au fil des ans contre la discrimination, le harcèlement et les abus systémiques dans le football. Ce message est aujourd'hui plus fort et plus clair que jamais, alors que la vague de rapports d'abus sexuels continue de frapper le football et ses organisations. Ce rapport - qui n'est en aucun cas exhaustif - est une vue d'ensemble de ce que nous et les joueurs que nous avons représentés avons vécu, de ce que nous voyons comme devant se produire et de ce que nous nous engageons à continuer à faire nous-mêmes."

Jonas Baer-Hoffmann,
FIFPRO Secretary General



1. ANALYSE DE LA SITUATION

LE FOOTBALL EST UN ENVIRONNEMENT A HAUT RISQUE

Le football crée une dynamique de pouvoir particulière qui rend les joueurs vulnérables aux abus. L'énorme popularité de ce sport et les récompenses financières élevées attribuées aux joueurs de haut niveau font qu'il existe un énorme réservoir d'individus qui espèrent percer dans les clubs de première division ou jouer pour leur pays. Cet immense réservoir comprend souvent des jeunes vulnérables issus de milieux socio-économiques défavorisés qui espèrent se sortir eux-mêmes de la pauvreté ainsi que leur famille. Les administrateurs, les entraîneurs et le personnel technique qui détiennent les clés des rêves de ces jeunes exercent un pouvoir et une influence extraordinaires. Et ce pouvoir s'accompagne d'un risque important d'abus.

Parallèlement à cette dynamique interpersonnelle, on trouve une multitude de facteurs réglementaires et industriels qui augmentent le risque : contrairement à l'opinion publique, la plupart des footballeurs ne sont pas bien rémunérés. Ils sont souvent des mois sans recevoir les paiements qui leur sont dus ; les règlements du football limitent les libertés accordées aux autres travailleurs de changer de club ; et la pénurie de clubs professionnels dans la plupart des pays crée une grande dépendance et un risque de mise sur liste noire des joueurs qui signalent des inquiétudes quant aux abus.

...AVEC UN SYSTEME DE POIDS ET DE CONTREPOIDS INADEQUAT

Dans le même temps, les institutions du football sont souvent autorisées à fonctionner avec une grande autonomie et selon un système de poids et de contrepoids inadéquat. Dans presque tous les cas que nous avons soutenus, les abus s'accompagnaient d'une mauvaise gestion financière et d'une transparence financière insuffisante, d'un manque de diversité dans les structures décisionnelles, de dirigeants restés au pouvoir pendant de longues périodes et de conditions de jeu dangereuses ou injustes. Enfin, les personnes les plus touchées par les décisions des entités sportives ne sont pas suffisamment consultées ou engagées, et ont peu de possibilités de faire part de leurs préoccupations, de remettre en question les politiques ou d'influencer le changement systémique. Cette configuration crée le « raz de marée » parfait : un pouvoir incontrôlé entre les mains de quelques-uns, qui font ou défont les rêves de beaucoup, avec peu ou pas de surveillance ou de responsabilité.

UN MANQUE D'EXPERTISE TECHNIQUE...

Pour de nombreux acteurs de l'industrie du football, l'inconduite, le harcèlement et les abus sexuels sont des sujets peu familiers, voire inconfortables. Jusqu'à présent, presque toutes les instances dirigeantes

du sport ont eu du mal à y remédier. Elle ne disposent pas de l'expertise technique requise et sont parfois plus soucieuses de protéger leur réputation que de répondre aux besoins des victimes et des survivants ou d'apprendre de leurs erreurs. Lorsque l'expertise technique est là, elle est trop souvent confinée et cloisonnée dans des rôles ou des départements, plutôt que d'être intégrée dans l'ensemble d'une organisation responsable.

... AUQUEL S'AJOUTENT DES PROCESSUS INADAPTES A LEUR FINALITE

L'infrastructure procédurale du football n'a pas été conçue en fonction de l'inconduite, du harcèlement et des abus sexuels. Les codes et règlements ne sont tout simplement pas adaptés à l'objectif recherché. Les cas d'abus comportent des défis et des risques particuliers en matière de procédures et de preuves qui ont des répercussions sur les processus de signalement et d'enquête. Par exemple, la stigmatisation généralisée des abus et les sentiments de honte et de culpabilité que les victimes et les survivants éprouvent souvent font que les mécanismes de signalement existants ne permettent pas d'informer les instances sportives en toute sécurité et en toute confiance. De plus, les techniques d'entretien traditionnelles ne prennent souvent pas en compte le traumatisme de l'abus et son effet sur la mémoire et le récit des événements. De plus, l'expertise juridique au sein des organes judiciaires du sport est porteuse d'une expertise dans le droit du sport, mais est généralement inexpérimentée et non préparée aux défis particuliers associés à ces affaires. Le fait de ne pas reconnaître et de ne pas traiter ces particularités des cas d'abus expose les joueurs à des risques encore plus grands et entrave la capacité des fédérations à lutter contre les mauvaises pratiques et les comportements illégaux.

UNE TOLERANCE ZERO SUR LE PAPIER UNIQUEMENT

On parle beaucoup de « tolérance zéro » dans le football, qu'il s'agisse de discrimination raciale ou d'abus sexuels. Mais en pratique, on constate le contraire : le sport ferme trop souvent les yeux sur les comportements répréhensibles. Les pratiques mauvaises et abusives ne font l'objet d'aucune mesure ou sont traitées avec trop d'indulgence. Les entraîneurs sont autorisés à s'en aller discrètement, sans transparence ni responsabilité, et peuvent ainsi assumer de nouveaux rôles et continuer à nuire aux joueurs. Ces derniers signalent très fréquemment l'existence d'une culture du silence imperméable, où le personnel est parfaitement conscient de ce qui se passe mais n'en parle jamais.



2. ACTIONS RECOMMANDEES

Vous trouverez ci-dessous une liste non exhaustive de certaines des mesures qui pourraient être prises pour lutter contre les facteurs qui permettent aux abus de prospérer dans le football.

UN CHANGEMENT DE CULTURE, DU HAUT VERS LE BAS...

Dans la plupart des cas signalés, les abus étaient continus et non contrôlés depuis de nombreuses années, et une culture abusive a pu se répandre, juste sous la surface ou parfois au vu et au su de tous. Les dirigeants des instances dirigeantes, des ligues et des clubs doivent donc s'attaquer de toute urgence et activement à une série de problèmes culturels au sein du football. Tout d'abord, nous devons nous éloigner des approches protectionnistes qui cherchent à défendre la réputation de l'organisation et à protéger plutôt le bien-être des joueurs. Trop d'organismes sportifs répondent aux allégations d'abus par la défensive, au lieu d'accepter que des erreurs aient pu être commises et de saisir l'occasion de créer un environnement plus sûr. Cette attitude défensive peut faire dérailler les mécanismes de signalement dès le départ, et aggraver les souffrances de celles et ceux qui ont été victimes d'abus.

Deuxièmement, la responsabilité de la sécurité et du bien-être des joueurs doit être intégrée dans toutes les organisations. Les organisations doivent s'assurer que le personnel ne considère pas les obligations de sauvegarde comme un processus lourd dont l'approche de conformité se fonde sur le papier. Au lieu de cela, le leadership doit cultiver une attitude où chacun comprend sa responsabilité primordiale de créer un lieu de travail sûr.

... REPLACER LE BIEN-ETRE, LA SECURITE ET LA REPRESENTATION DU JOUEUR AU CENTRE DU JEU

Ce processus commence par la reconnaissance du fait que les droits et le bien-être des joueurs sont à l'épicentre du sport, et que les syndicats de joueurs ont un rôle essentiel à jouer dans la représentation et la défense de ces mêmes droits. Dans de nombreux cas où la FIFPRO est intervenue, les entités footballistiques avaient intentionnellement sapé les efforts de syndicalisation afin de maintenir des structures de pouvoir et de contrôle abusives. Si le football veut sérieusement s'attaquer aux abus, il doit accepter et encourager les joueurs à s'organiser par le biais d'organes représentatifs, et promouvoir l'implication des représentants des joueurs dans les affaires en cours afin que ceux-ci puissent être conseillés et soutenus de manière indépendante. Leur avis doit également figurer en bonne place dans le processus de recherche de solutions. La voix des joueurs doit être reconnue comme une opportunité supplémentaire d'encourager le signalement, la détection précoce et de créer une boucle d'apprentissage pour affiner et améliorer les pratiques et les politiques de prévention.

VIVRE L'ENGAGEMENT DE LA TOLÉRANCE ZÉRO PAR UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION ET UNE PLUS GRANDE TRANSPARENCE...

Les autorités responsables doivent vivre leur engagement de la tolérance zéro. Cela nécessite une compréhension améliorée et approfondie de certaines des questions clés, notamment :

- L'ampleur et la portée du problème ;
- Les risques particuliers d'abus dans le contexte du football et la façon dont les différentes formes d'abus peuvent être liées entre elles et s'intensifier.
- Quels types de comportements peuvent constituer des abus (y compris les abus verbaux et le consentement dans le contexte des différences de pouvoir) ;
- Comment le pédopliègeage prend forme et se manifeste dans le contexte du football ;
- Le rôle des témoins dans le signalement des personnes préoccupantes ;
- Le croisement des abus et des caractéristiques protégées, notamment le sexe et les droits de l'enfant.

Elle exige également une plus grande clarté et une plus grande transparence autour des décisions qui ont été prises. Les autorités responsables, ainsi que les clubs et les ligues, devraient, dans la mesure où cela est légalement possible, publier les décisions et les raisons pour lesquelles des membres du personnel sont libérés ou leur contrat n'est pas renouvelé pour cause de comportement illégal. Si elles sont accessibles au public, ces informations favoriseront la transparence dans le secteur. Elles devraient s'accompagner de campagnes d'information et d'éducation régulières qui soulignent que la responsabilité du contrôle des qualifications et de la conformité incombe toujours aux institutions, mais que les joueurs et autres parties prenantes peuvent également accéder aux informations avec des indications claires pour le signalement.

... AVEC LE SOUTIEN D'UNE EXPERTISE PLURIDISCIPLINAIRE

Pour faciliter cette meilleure compréhension, ainsi qu'un processus de signalement et d'enquête efficace, le football doit faire appel à une plus grande expertise spécialisée et multidisciplinaire, notamment de la communauté clinique et des droits humains, ainsi que des personnes ayant une expérience vécue. Le football doit systématiquement adopter une approche qui tient compte des traumatismes : l'obtention de preuves dans les cas d'abus, de harcèlement et d'inconduite sexuels diffère considérablement de la manière dont nous enquêtons sur d'autres questions liées à l'intégrité du sport, telles que le truquage des matches et le dopage. Si certains principes et processus d'enquête plus généraux peuvent nous aider, les abus sexuels provoquent fréquemment de graves traumatismes chez



les victimes et les survivants. Les traumatismes se manifestent différemment chez chacun, mais ils affectent souvent la manière dont les enquêtes peuvent être menées en toute sécurité.

Il est également important de reconnaître que, pour de nombreux joueurs, et notamment ceux qui ont été victimes de pédoprosé et d'abus dans leur jeunesse, s'engager dans un système de signalement et d'enquête constituera un processus à part entière. Les victimes et les survivants sont souvent amenés à penser que personne ne les croira s'ils parlent. Il s'agit d'une tactique intentionnelle et courante de la part des individus à l'origine de ces abus. Certaines victimes et certains survivants peuvent ne pas avoir parlé de leurs abus pendant des années. Ils peuvent d'abord être alertés de l'ampleur du problème par des reportages publics, ce qui est susceptible de déclencher des émotions fortes qui peuvent avoir un impact sur leur bien-être et leurs performances professionnelles. Il est important que les joueurs soient soutenus dans le traitement et la gestion de ces retombées potentielles et qu'ils aient le temps de réfléchir soigneusement à toutes leurs options. Les joueurs doivent recevoir des conseils sur mesure afin de comprendre ce que le fait de participer à une enquête implique et rapporte. Ce consentement éclairé est essentiel, car dans le cas contraire, les enquêtes risquent de reproduire par inadvertance le déséquilibre de pouvoir à l'origine de l'abus, et de reproduire également les préjudices qui lui sont associés. À noter également qu'il existe des lignes directrices supplémentaires spécifiques qui cherchent à garantir la participation des enfants d'une manière appropriée et fondée sur les droits.

Les autorités responsables doivent donc veiller à ce que les processus de signalement et d'enquête soient conçus conformément aux normes nationales et internationales en matière de droits humains, et avec l'aide d'experts cliniques afin de limiter le risque d'exacerber les traumatismes. Cela se traduit par les mesures suivantes :

- éviter activement la reproduction des déséquilibres de pouvoir qui créent une pression indue sur les victimes et les survivants
- désigner des enquêteurs conscients des traumatismes et/ou former le personnel
- reconnaître comment les souvenirs traumatiques sont stockés et accessibles
- éviter les situations où les victimes et les survivants doivent répéter leur témoignage
- noter et répondre de manière appropriée aux réactions traumatiques dans le cadre du processus de signalement/d'audition et d'enquête.

DES MECANISMES DE SIGNALEMENT FIABLES ET INDEPENDANTS...

Même après l'épidémie de scandales d'abus dans le football, nous pensons que la plupart des abus ne sont pas signalés parce que les joueurs et les dénonciateurs n'ont pas confiance dans les mécanismes de signalement existants. Le football doit reconnaître d'emblée que les victimes et les survivants d'abus, de mauvaise conduite et de harcèlement ont été laissés pour compte, et que des préjudices souvent irrévocables ont été causés. D'après notre expérience, les joueurs se sont sentis profondément trahis par le sport qu'ils aimaient, et abandonnés par ceux qui auraient dû s'occuper d'eux. Cela conduit à un

profond manque de confiance. Les joueurs se demandant : « Pourquoi devrais-je avoir la douleur de revivre mon pire cauchemar pour vous parler de mes abus maintenant, alors que vous ne vous en êtes jamais soucié auparavant ? ».

Il se peut que les victimes et les survivants pensent que le fait de signaler un abus ne leur apportera pas la justice ou le recours qu'ils souhaitent. Cela signifie que les autorités responsables doivent prendre le temps de comprendre ce que les personnes ayant une expérience vécue souhaitent voir se produire lorsqu'elles signalent un cas, et qu'elles communiquent publiquement les processus prévus afin de renforcer la confiance dans le système. Il est donc essentiel que le football regagne la confiance et l'adhésion des victimes, des survivants et des dénonciateurs. Une telle adhésion ne sera possible que si (a) les personnes concernées ont le sentiment que les autorités responsables sont désireuses et capables de créer un changement et (b) que des soins et une protection sont disponibles.

Pour y parvenir, tout processus doit être indépendant et transparent. Il doit montrer que des progrès sont réalisés et que les responsables sont désireux et capables de prendre des décisions difficiles. Il faut également être beaucoup plus clair sur ce qu'implique la procédure de signalement et sur le fait qu'une attention et une protection appropriées seront fournies aux personnes qui signalent leurs préoccupations en matière d'abus. Les mécanismes de signalement médiocres qui ne le font pas peuvent exacerber la souffrance des victimes et des survivants.

Parallèlement, nous devons reconnaître qu'il est extrêmement difficile de signaler les abus, quelle que soit la qualité du mécanisme. Cela signifie que les organismes sportifs ne peuvent pas compter uniquement sur les victimes et les survivants pour faire un signalement ou agir uniquement à la réception d'un signalement. Ils doivent apprendre à être plus attentifs aux signes précurseurs de l'exploitation des différences de pouvoir et apprendre au personnel à faire preuve de prudence et à faire part de leurs préoccupations même s'ils ne sont pas certains qu'il y a eu abus. Toutefois, il est également fréquent que les témoins ne signalent pas les faits, probablement parce qu'ils craignent que leur signalement ne compromette leur carrière ou ne ruine celle d'une autre personne dont ils ne sont pas certains qu'elle ait commis un acte répréhensible. Le personnel doit donc comprendre qu'il lui revient de signaler tout comportement préoccupant et que l'organisation prendra ensuite le relais pour mener une enquête diligente et équitable, avec des processus d'alerte en place pour protéger l'identité et la position du dénonciateur.

... ALIMENTER DES PROCESSUS D'INVESTIGATION EXPERTS ET SURS

Les joueurs critiquent souvent les enquêtes pour leur manque d'expertise technique (y compris d'expertise culturelle et linguistique et l'expertise en matière de dynamique de genre, de violence sexuelle et/ou de traumatisme) et leur manque d'indépendance ou d'indépendance perçue. Il est donc essentiel que toute enquête soit traitée de manière impartiale par des personnes ayant les compétences requises et la formation nécessaire. Les joueurs doivent également se voir proposer des conseils et une



représentation professionnels indépendants, par exemple par le biais du syndicat des joueurs ou de la FIFPRO afin que les joueurs puissent prendre des décisions en connaissance de cause et donner leur consentement éclairé pour participer à l'enquête.

Les joueurs font aussi fréquemment état de préoccupations quant à la mise en péril de leur bien-être professionnel ou personnel en raison de leur engagement dans les enquêtes. Les enquêtes sur les rapports doivent donc toujours être précédées d'une évaluation des risques, menée en consultation avec le joueur et son représentant. Cette évaluation des risques doit prendre en compte les risques pour :

- La sécurité physique et le bien-être du joueur, ainsi que la sécurité physique et le bien-être de sa famille et de ses proches
- La santé mentale et le bien-être du joueur, y compris la contribution de cliniciens experts concernant le risque de retraumatisation en raison du processus d'enquête
- Les possibilités et le développement professionnels du joueur.

Une fois les risques évalués, l'autorité chargée de l'enquête doit élaborer un plan de gestion des risques en collaboration avec le joueur et son représentant. Ce plan de gestion des risques doit inclure un soutien d'ordre logistique et de sécurité, un soutien clinique et psychosocial, ainsi que des assurances et des protections professionnelles.

Enfin, lorsqu'une enquête est menée sur des allégations d'abus ou de mauvaise conduite systémiques, les joueurs et les représentants des joueurs doivent avoir la possibilité de contribuer à la définition de la portée et du mandat de toute réponse aux allégations d'abus.

TIRER PARTI DU POUVOIR DU FINANCEMENT ET DE L'ACCUEIL DES GRANDS EVENEMENTS SPORTIFS POUR GARANTIR LA CONFORMITE

À plusieurs reprises, un lien a été trouvé entre afflux de fonds (par exemple par le biais du fonds FIFA Forward) et abus. Il est essentiel que ces financements soient assortis de conditions claires et d'objectifs mesurables afin d'éviter qu'ils ne soient exploités pour créer des déséquilibres de pouvoir favorisant les abus. Ces objectifs doivent ensuite faire l'objet d'un suivi régulier, et des sanctions et des enquêtes doivent être déclenchées s'ils ne sont pas atteints. De même, l'organisation de grands événements sportifs doit être subordonnée à la démonstration du respect des normes essentielles en matière de prévention, de signalement et d'investigation adéquats et efficaces des abus et des fautes. En bref, si vous ne pouvez pas prouver qu'un système robuste et adapté est en place pour répondre aux préoccupations et enquêter à leur sujet, vous ne devriez pas avoir la possibilité d'accueillir de grands événements sportifs. Ces systèmes devraient inclure un financement dédié au soutien et à la représentation des victimes et des survivants par des experts indépendants.

3. L'ENGAGEMENT DE LA FIFPRO

PROTEGER ET REPRESENTER

Nous ne sommes pas un organe directeur chargé de réglementer le football, et nous n'avons pas le pouvoir d'obliger les personnes concernées à se conformer aux enquêtes ni le pouvoir de les sanctionner. Au contraire, la FIFPRO est l'organe représentatif mondial des footballeurs professionnels. Notre mission est de protéger et de sauvegarder le bien-être des joueurs professionnels. Cependant, nous avons constaté au fil des ans que les abus et le manque de professionnalisme allaient souvent de pair, notamment dans le football féminin. En effet, dans de nombreux cas, les joueuses se voient promettre l'accès à des contrats ou à des bourses d'études en échange de faveurs sexuelles (une forme d'abus connue sous le nom de « exploitation »).

La FIFPRO a donc soutenu des sportives dans des pays où le football féminin de haut niveau et de niveau national n'a pas encore totalement évolué vers un espace professionnel. Nous nous engageons à continuer à soutenir les joueuses de ces pays, et nous travaillerons avec les joueurs, leurs équipes juridiques locales et leurs conseillers pour garantir la protection de leurs droits. Le cas échéant et dans la mesure du possible, nous représentons les joueurs dans les procédures disciplinaires.

Nous nous engageons également à défendre leurs droits auprès des instances dirigeantes nationales et internationales afin de veiller à ce qu'ils reçoivent le soutien et les soins nécessaires tout au long de la procédure d'enquête. De plus, nous continuerons à faire pression sur les fédérations et les organes directeurs pour qu'ils mettent en place des mécanismes de réponse urgents et efficaces. Ces mécanismes sont d'une importance cruciale : ils permettent au football de tirer les enseignements des erreurs passées afin de mieux protéger les joueurs à l'avenir.

ÉCOUTER, APPRENDRE ET EDUQUER

Nous rendons hommage au courage des victimes et des survivants qui ont signalé des abus. Nous continuons à travailler en étroite collaboration avec de nombreux joueurs pour documenter et tirer des enseignements de leur parcours, afin de mieux les défendre et d'éviter que cela ne se reproduise. Nous observons et discutons de ce qui a été utile et de ce qui a été nuisible, et nous plaidons pour un changement systémique. Nous dressons également un tableau et réfléchissons à notre expérience de la représentation des joueurs dans les cas d'abus, et nous en prélevons des principes généraux ancrés dans les normes internationales en matière de droits humains afin de les partager avec d'autres, comme nous l'avons fait dans ce document.

Cette année, la FIFPRO a également lancé une campagne d'éducation mondiale à l'intention des syndicats nationaux membres afin de renforcer les capacités et l'expertise locales sur la manière de



répondre de manière appropriée et de soutenir les joueurs qui souhaitent signaler des abus et des inconduites. Nous continuerons à travailler avec les syndicats membres nationaux dans le cadre de l'élargissement de ce programme, et continuerons également à dispenser des conseils et un soutien individualisés.

Enfin, la FIFPRO s'engage à lancer une nouvelle campagne éducative pour co-crée des normes de comportement acceptable avec les joueurs. Nous partagerons des exemples de bonnes et de mauvaises pratiques, et nous travaillerons avec les joueurs pour tracer sans équivoque une ligne de démarcation entre un environnement de compétition sain et un environnement dangereux et abusif. Nous nous attaquerons au lien entre les mauvaises pratiques, les mauvaises conditions, la discrimination, les abus et le harcèlement, et remettrons en question l'idée répandue selon laquelle le succès justifie un comportement impitoyable et toxique. Nous travaillerons ensemble pour mieux comprendre les voies du signalement, et créer un système de soutien et un réseau de représentants experts des joueurs.